



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/572/Add.3
3 décembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Quarante-deuxième session
Point 35 de l'ordre du jour

DECLARATION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE RELATIVE A L'ATTAQUE
MILITAIRE AERIENNE ET NAVALE LANCEE EN AVRIL 1986 PAR L'ACTUEL
GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS CONTRE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE ET SOCIALISTE

Rapport du Secrétaire général

Additif

ANNEXE

Réponses reçues des Etats Membres

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

[Original russe]
[20 novembre 1987]

1. La République socialiste soviétique d'Ukraine est opposée par principe à la force coercitive. La communauté mondiale considère que le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales est une question extrêmement importante et fondamentale. La force ne doit pas, ni ne peut, sous-tendre l'action gouvernementale et le fait de compter sur elle ne garantit ni la sécurité universelle ni la sécurité des Etats. La RSS d'Ukraine est fermement convaincue qu'il faut exclure des relations internationales contemporaines non seulement le culte de la force mais également les possibilités d'y recourir en tant qu'instrument de politique nationale. Le respect inconditionnel de la Charte des Nations Unies et du droit souverain des peuples de choisir leurs modes et formes de développement constitue un préalable de la sécurité universelle. Toute tentative - directe et indirecte - d'influencer le développement de pays non considérés comme "amicaux", ou de s'y ingérer, est inadmissible. Sont également inadmissibles les tentatives de déstabiliser de l'extérieur les gouvernements en place.

2. Partant de cette position, la RSS d'Ukraine a vigoureusement condamné, au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa quarante et unième session, l'attaque lancée par les Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne souveraine et exprimé sa solidarité avec le peuple libyen qui défend son droit à la liberté et à l'indépendance contre les atteintes de l'impérialisme. Elle s'est portée coauteur de la résolution 41/38 du 20 novembre 1986, qui condamnait l'acte d'agression armée perpétré contre un Etat non aligné et demandait la cessation immédiate de tout acte similaire.

3. La RSS d'Ukraine déplore que la Jamahiriya arabe libyenne demeure néanmoins la cible de pressions militaires, politiques et économiques. La poursuite d'une telle politique à l'égard de ce pays et la militarisation continue de la Méditerranée risquent d'entraîner des conséquences extrêmement graves pour la communauté mondiale, car cette approche peut impliquer le recours à la force armée contre tout Etat qui poursuit une voie indépendante et anti-impérialiste.

4. Les faits survenus dans cette région du monde, contiguë à la mer Noire, ont des effets directs sur les intérêts de la RSS d'Ukraine, qui s'est toujours prononcée en faveur de la transformation de la Méditerranée, région d'affrontements militaires et politiques, en une zone de paix durable de sécurité et de coopération.

5. La RSS d'Ukraine demande la cessation immédiate des complots qui s'ourdissent contre la Jamahiriya arabe libyenne.

6. La RSS d'Ukraine appuie le droit légitime de ce pays d'exiger des Etats-Unis d'Amérique une indemnisation appropriée pour les dégâts matériels et le préjudice moral qu'il a subis du fait de l'acte d'agression qu'ils ont perpétré en avril 1986.
